



Parc national  
du Mercantour

## Décision individuelle

**N° 2023-62**

<p><b>Pétitionnaire :</b> Réseau de Transport d'Électricité (RTE) – Groupe Maintenance Réseaux Côte d'Azur <b>Adresse :</b> Lingostiere 06200 NICE <b>Nature de la demande :</b> survol motorisé en cœur de Parc national <b>Nom du projet :</b> survol de vérification de la ligne haute-tension « Isola-Valabres » <b>Localisation :</b> gorges de Valabres, communes de Roure et de Saint-Sauveur-sur-Tinée</p>
--

**La Directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68 ;

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15 ;

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur, notamment les modalités 3 et 29 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée le 6 avril 2023 par Monsieur VERSEPUECH Emmanuel, coordonnateur maintenance liaisons aériennes de RTE,

**Considérant** que la demande d'autorisation porte sur un survol à basse altitude permettant de contrôler l'état de la ligne aérienne haute-tension traversant les Gorges de Valabres,

**Considérant** que le survol est nécessaire à l'exploitation des ouvrages électriques, cas bénéficiant de dispositions dérogatoires spécifiques issues de la modalité 29 de la charte,

**Considérant** toutefois qu'à la date envisagée, il convient de limiter le dérangement occasionné par le survol de l'aéronef motorisé à proximité de l'aire de reproduction d'Aigle royal, située dans les Gorges de Valabres,

Considérant la conversation téléphonique le 06 avril 2023 entre Monsieur VERSEPUECH et Boris OPOLKA, chef du service territorial de la Tinée

## DÉCIDE

### Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

La société RÉSEAU DE TRANSPORT D'ÉLECTRICITÉ, représentée par le président de son Directoire Monsieur BROTTE François, est autorisée à effectuer un survol à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur de Parc national du Mercantour, dans le cadre d'une opération de contrôle de la ligne aérienne haute-tension « Isola-Valabres ».

### Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

#### 2.1 Éléments d'identification

nom du pilote : GILLET François

type d'appareil : hélicoptère Écureuil AS350-B3

n° de l'appareil : F-HTRX

nom de la compagnie : RTE

2.2. Lieu(x) de dépose autorisé(s) : aucun.

#### 2.3. Plan de vol

L'appareil devra rester dans l'axe de la ligne électrique sans déport sur les versants, conformément au plan annexé à la présente.

Le survol sera stoppé à la confluence avec le vallon de Mollières (pylone 45). Le reste de l'inspection pouvant être réalisée à partir de la route métropolitaine.

Le pilote privilégiera la plus basse altitude possible au regard de la sécurité du transport et des besoins de l'inspection.

**Sauf cas de force majeure relevant de la sécurité du vol, aucune autre trajectoire de vol n'est autorisée à moins de 1000 m du sol au-dessus du cœur du Parc national.**

### Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour les journées du 24 au 28 avril 2023 .

Le jour exact du survol devra impérativement être communiqué au service territorialement concerné du Parc national du Mercantour, au moins 24h00 à l'avance, par courriel ou contact direct.

En cas d'intempéries, le report des survols à une date ultérieure est autorisé sous réserve d'en informer le service territorial concerné, 24h00 à l'avance par courriel ou contact direct.

#### Contacts

service territorial Tinée : 04.93.02.42.27

chef de S.T : OPOLKA Boris ([boris.opolka@mercantour-parcnational.fr](mailto:boris.opolka@mercantour-parcnational.fr))

adjoint au S.T : TURPAUD Anthony ([anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr](mailto:anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr))

### Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

## Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

**Article 6 : Sanctions** Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## Article 7 : Publication

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 6 avril 2023

La Directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Destinataire principal :  
[emmanuel.versepuech@rte-france.com](mailto:emmanuel.versepuech@rte-france.com)

Copies :

- service territorial de la Tinée
- ROSSI Kevin <[kevin.rossi@rte-france.com](mailto:kevin.rossi@rte-france.com)>
- BOGNI Alain <[alain.bogni@rte-france.com](mailto:alain.bogni@rte-france.com)>
- GILLET François [francois.gillet@rte-france.com](mailto:francois.gillet@rte-france.com)

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.



